



L'austérité n'est pas fatale :

IL EXISTE UNE POLITIQUE DE RECHANGE

Lors de son interview télévisée du 8 juin, François Mitterrand vient d'affirmer qu'il n'y a pas de politique de rechange à celle menée depuis juillet 82, accentuée en mars dernier, par le gouvernement. Il l'a justifiée en la présentant comme, à la fois, juste et nécessaire pour mener la bataille contre l'inflation et le chômage.

En fait, la politique gouvernementale vise avant tout à rétablir l'équilibre du commerce extérieur et à réduire l'inflation, en empruntant les mêmes chemins que ceux suivis par Reagan, Thatcher et Kohl. Il s'agit de diminuer la consommation populaire en ponctionnant une partie importante du pouvoir d'achat — par le retard des salaires sur les prix, le blocage du pouvoir d'achat du SMIC, les impôts, taxes et cotisations supplémentaires —, de remettre en cause les garanties sociales — après la diminution des prestations versées aux chômeurs et la limitation du nombre de médicaments remboursés, les nouvelles mesures sur la Sécurité sociale entraîneront une réduction des moyens des hôpitaux, l'augmentation de 4% des allocations familiales au 1^{er} juillet est inférieure à la hausse des prix —, de restaurer les profits des entreprises par la diminution de leurs charges.

Une telle orientation est celle de l'austérité pour les travailleurs. Les conséquences en sont connues : diminution de la production et augmentation du chômage, entraînant de nouveaux déficits du budget de l'Etat, de la Sécurité sociale, de l'Assurance chômage. Déjà Bergeron parle d'une nouvelle cotisation de 2% pour résorber le déficit de cette dernière ; la préparation du budget 84 comporte une réduction de 10% des investissements des entreprises nationalisées jusqu'ici présentées comme fer de lance de l'activité économique, et Rosanvallon, l'idéologue-économiste de la CFDT, demande une réduction supplémentaire de 5% du pouvoir d'achat. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que l'INSEE prévoie 200 000 chômeurs de plus cette année et autant en 1984. Voilà où mène la logique infernale de l'austérité.

Au lieu d'emboîter le pas à la politique de Reagan, une politique de rechange consiste à s'attaquer à la domination du dollar, en solidarité avec le Tiers Monde, qui en est la principale victime, aller dans le sens des nécessaires ruptures avec le système impérialiste, satisfaire les revendications ouvrières et populaires en prenant comme cible le grand capital et la droite.

Ces dernières semaines, Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevènement pour le PS, Georges Marchais et André Lajoinie pour le PCF, avaient critiqué la politique menée par le gouvernement et proposé d'autres mesures. François Mitterrand leur a demandé de ne pas prendre le risque de compromettre l'élan national. Mais c'est la politique actuelle et sa réaffirmation qui compromettent chaque jour davantage l'espoir qu'avaient placé les travailleurs dans la défaite de Giscard et de la droite il y a deux ans.

Pierre BAUBY

Corse,

RENDEZ-VOUS RÉUSSI ?

S'il est un endroit où l'élection présidentielle de François Mitterrand avait suscité des espoirs, c'est bien en Corse. François Mitterrand, dès 1974, n'avait-il pas reconnu le « peuple corse » et des engagements précis n'avaient-ils pas été pris ? Deux ans plus tard, les déceptions sont à la mesure des espoirs conçus alors, tant dans l'élargissement de la démocratie et de la lutte contre le système claustré que dans la résolution des problèmes économiques posés à la Corse. A preuve ces déclarations des militants corses, à la veille du séjour de François Mitterrand : les autonomistes de l'UPC indiquent dans le dernier éditorial de Arritti : « S'il devait venir en Corse sans apporter cette information capitale sur les mesures qui seront prises, dans l'immédiat, pour donner à l'Assemblée les moyens et les compétences de son rôle, pour démontrer que l'Etat, (...), est prêt à faire son devoir pour régler globalement les problèmes économiques, sociaux, culturels qui s'enlisent de plus en plus — alors ce serait une visite inutile... » Les indépendantistes, quant à eux, ont affirmé dans une interview à Libération : « Nous sommes tout à fait partisans du suffrage universel mais ici il est détourné. Nous reprochons au pouvoir socialiste d'être ici en contradiction avec ses principes, il laisse les clans omnipotents. (...) Nous sommes pour l'indépendance, mais nous ne voulons pas l'imposer au peuple corse. Nous demandons seulement le droit à l'autodétermination. Le peuple choisira alors librement son destin, avec ou sans la France. (...) »

François Mitterrand a eu des accents compréhensifs et apaisants lors de sa première journée en Corse. Rendez-vous réussi et mise en œuvre des engagements d'avant 81 ou bien phrases sans lendemain ?

CONTRE LE RACISME

Deux associations viennent de prendre des initiatives de lutte contre le racisme et de solidarité avec les travailleurs immigrés dans notre pays. Ainsi, L'ASFA lors de son C.A. du 4 juin, a adopté une « Charte sur l'immigration » qui indique notamment : « L'Association de solidarité franco-arabe s'élève contre toute forme de racisme. Elle condamne avec force le racisme sélectif qui s'exerce vis-à-vis d'une population maghrébine particulièrement visée et demande que soit appliquée la loi contre le racisme. L'ASFA participe à l'effort de développement des échanges interculturels et à la promotion d'une société pluriculturelle. » De son côté, le MRAP lance une campagne, du 16 au 25 juin, « pour faire reculer les préjugés, les passions et les haines », dont l'un des pivots est la diffusion de sa brochure : « Les immigrés en France : ce que vous devez savoir ».

Chine : D'IMPORTANTES SUCCES

Depuis le 6 juin est réunie à Pékin la sixième Assemblée populaire nationale. Elle doit, en particulier, élire le président et les vice-présidents de la République, nommer le premier ministre et les membres du gouvernement, élire le président de la Commission militaire centrale, le président de la Cour populaire suprême et le procureur général du Parquet populaire suprême.

Dans son rapport sur les activités du gouvernement, le premier ministre Zhao Ziyang a souligné les succès remportés dans la mise en œuvre de la politique de réajustement de l'économie depuis fin 1978. Pendant les quatre dernières années, la valeur globale de la production industrielle et agricole a augmenté de 7,3% par an. Le rythme de progression est de 7,5% pour la production agricole, de 11,8% pour l'industrie légère produisant des biens de consommation, de 3,4% pour l'industrie lourde. Ces progrès économiques ont été consacrés à l'amélioration des conditions de vie de la population. Le revenu net par paysan a doublé depuis 1982 et 600 millions de m² de logements ont été construits dans les régions rurales. Le revenu annuel d'une famille de salariés urbains a augmenté de 38,3%, déflation faite de la hausse des prix, et 350 millions de m² de logements neufs construits, soit autant que de 1957 à 1976.

Pour les cinq années à venir, Zhao Ziyang a présenté les trois principales tâches à accomplir : assurer un développement régulier entre agriculture, industrie légère et industrie lourde permettant d'accélérer le rythme de croissance, construire les équipements clés en matière d'énergie et de transports, continuer à améliorer les conditions de vie de la population et contrôler rigoureusement la croissance démographique.

Concernant la politique internationale de la Chine, Zhao Ziyang a souligné que la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale est la principale source de troubles dans le monde actuel, et a rappelé que la Chine faisait de la lutte contre l'hégémonisme et pour la sauvegarde de la paix mondiale le principe fondamental de sa politique étrangère. Il a insisté sur le renforcement de l'unité et de la coopération avec le Tiers Monde, qui représente une force puissante dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme. Il a rappelé le soutien de la Chine à la lutte pour un nouvel ordre économique international et l'importance de la coopération Sud-Sud, entre les pays du Tiers Monde pour stimuler les négociations Nord-Sud et battre en brèche l'ancien ordre économique international.

Afrique du Sud :

LES CRIMES DE PRETORIA

Thelle Simon Mogoerane (23 ans), Jerry Somano Mosololi (25 ans), Marcus Thabo Mataung (28 ans), trois militants de l'ANC condamnés à mort depuis août par le régime raciste de Pretoria ont été pendus jeudi dernier à l'aube malgré les appels nombreux et pressants venus du monde entier. Lutte accrue, solidarité accrue, sanctions efficaces sont les leçons à tirer de ces nouveaux crimes de Pretoria.

BLOC-NOTES

● A la suite de l'interview télévisée de François Mitterrand, Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML, a envoyé à la presse le communiqué suivant :

« On peut se féliciter de la fermeté de François Mitterrand à l'égard des tentatives de déstabilisation de la droite et de l'extrême-droite, de ses déclarations renouvelées sur le Tiers Monde et de la menace de ne pas participer au prochain sommet des sept pays impérialistes.

« Mais François Mitterrand a présenté comme fatale la politique du gouvernement qui consiste à accepter les répercussions des mesures américaines, en particulier la hausse du dollar, les lois et règles du marché impérialiste mondial, à mener une politique d'austérité pour les travailleurs, comme en témoigne la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers l'an dernier et son accentuation cette année. C'est l'orientation de la politique gouvernementale qui est en cause : au lieu d'embolter le pas à celle de Reagan et de Thatcher, il faut s'attaquer à la domination du dollar en solidarité avec le Tiers Monde, qui en est la principale victime, aller dans le sens des nécessaires ruptures avec le système impérialiste, satisfaire les revendications ouvrières et populaires en prenant comme cible le grand patronat et la droite. »

● Les 10, 11, 12 juin, s'est tenu à Lyon le Congrès du PSU ; notre parti, invité à ce Congrès, y a été représenté par une délégation composée de François Larguier et Christian Bruschi.

● Vendredi 10 juin, le MRAP de St-Denis (93) a organisé « Quatre heures contre le racisme » ; 300 personnes ont participé aux forums de discussion et au meeting. De nombreuses organisations et partis, PS, PCF, PSU, LCR, PCML et associations d'immigrés soutenaient cette initiative.

Fin du IX^e Sommet de l'Organisation de l'unité africaine

Il aura fallu d'intenses efforts aux 49 pays participant au XIX^e sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba (Ethiopie) pour transformer une situation de crise profonde en une reconquête de l'unité sur la base du compromis et de la responsabilité. Sur les sujets les plus difficiles — Tchad-Lybie, République arabe sahraouie-Maroc, des résolutions constructives ont pu voir le jour. Le gouvernement d'Hissène Habré (Tchad) est ainsi reconnu comme seul légitime, des négociations directes devraient être entamées entre le Maroc et la RASD en vue du « cessez-le-feu » et l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination. D'autres résolutions — sur le développement économique africain, sur le soutien au Lesotho, sur la condamnation de la politique expansionniste et raciste israélienne, sur le soutien à la lutte du peuple namibien contre le régime raciste sud-africain — ont été adoptées.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

Sécurité sociale,

DES MESURES INQUIÉTANTES

Parmi les six mesures annoncées par Pierre Bérégovoy pour équilibrer le budget de la Sécurité sociale cette année, certaines s'en prennent quelque peu aux gigantesques profits des trusts pharmaceutiques (150 millions) et aux marges des pharmaciens (250 millions), mais d'autres sont inquiétantes. La réduction des prêts à taux nul aux établissements sanitaires et médico-sociaux (450 millions) va entraîner des charges supplémentaires pour les hôpitaux, dispensaires et centres de soins. Ils devront les compenser par des économies sur d'autres postes, d'autant que doit intervenir une diminution de 1% de l'augmentation des dépenses hospitalières. Ceci ne peut déboucher que sur une remise en cause de la qualité des soins et des dépenses de personnel.